Fondation Jean Jaurès

Démocratie

MAL PARTI

Jean-Philippe Derosier

28/01/2020

Le constitutionnaliste Jean-Philippe Derosier, professeur de droit public à l'université de Lille, auteur du blog La Constitution décodée, revient dans sa contribution d'une série réalisée en partenariat avec L'Hétairie, sur le rôle crucial des partis, à la croisée des chemins de la démocratie. En témoigne la possible défaite du mouvement présidentiel aux élections municipales de mars prochain à Paris…

Les partis politiques sont cruciaux, au sens propre comme au sens figuré.

Ils sont cruciaux, car ils sont essentiels et l'on ne peut pas se passer d'eux. Ce n'est pas faute d'avoir essayé : En marche ! en France, le Mouvement 5 étoiles (M5S) en Italie, Podemos en Espagne sont autant de « mouvements » qui se présentaient comme une alternative aux partis, cherchant à convaincre de leur obsolescence. Mais ils n'en sont que la reproduction, avec des techniques peut-être plus modernes, quelque peu différentes, mais selon un cheminement identique.

Ils ont un objectif, conquérir le pouvoir, qu'ils souhaitent atteindre en défendant une idéologie, destinée à convaincre des électeurs, dans un schéma institutionnel (l'État, les élections politiques). Et c'est ce qu'ils firent, car ils ne peuvent, même en tant que mouvement, qu'en s'inscrivant dans ce schéma.

Les partis sont également cruciaux, au sens propre, car ils sont à la croisée des chemins de la démocratie : ils structurent ainsi la démocratie et sont le relais entre le peuple et les institutions politiques. Ils clarifient l'offre électorale, en permettant d'associer des noms de candidats à une idéologie politique, à destination des électeurs. Ils permettent aux voix de se canaliser, afin que des opinions se dessinent clairement. Ils animent les institutions, en sélectionnant et en formant des candidats qui ont vocation à y siéger.

Pour rétablir la confiance entre les citoyens et les institutions, il faut d'abord la rétablir entre les citoyens et les partis politiques

Essentiels, cruciaux, indispensables, ils sont pourtant affaiblis, critiqués, contestés.

Les partis ne parviennent plus à agréger le peuple et les citoyens, ni à sélectionner les candidats. Les premiers les délaissent de plus en plus et ne s'y investissent plus, comme en témoigne la baisse continuelle du nombre de militants dans chaque formation. Les seconds cherchent bien souvent à s'en détacher, se revendiquent parfois « sans étiquette », sans que cela fonctionne merveilleusement bien ou, lorsqu'ils en sont issus, paient parfois cher leur propre sélection ou investiture.

Le cas Griveaux/Villani à Paris en témoigne. La République en marche fut le premier parti de la capitale, lors des dernières élections, que ce soit à la présidentielle de 2017 ou aux européennes de 2019. Ce même parti est jeune, dynamique et, globalement, sa sociologie et son idéologie correspondent aux habitants de Paris. Ajouté au désamour de l'équipe municipale actuelle, l'élection paraissait acquise pour le parti du président de la République.

Pourtant, la perspective d'une victoire ne parvient pas à fédérer autour d'un candidat et les sondages, jusqu'à présent, pronostiquent une défaite.

Le président de la République a préféré fonctionner « à l'ancienne », en soutenant un fidèle qui bâtit le parti avec lui mais qui, déjà, n'emportait guère la conviction des Parisiens. Il persiste et signe en excluant le candidat dissident, après le double échec du « laisser faire » et de la main tendue.

Qu'un parti aussi jeune, qui prônait le renouveau et s'évertuait à rétablir la confiance, soit confronté à un tel échec n'est guère rassurant pour l'avenir. Non pas des partis eux-mêmes, puisque, essentiels, cruciaux et indispensables, ils ne pourront pas s'effacer – à moins qu'un produit de substitution ne soit inventé, ce qui n'est pas encore le cas ; mais pour l'avenir de la confiance que le peuple est supposé nourrir à l'égard des institutions démocratiques, donc, au préalable, à l'égard des partis politiques.

Autrefois, laboratoire d'idées, lieux de débats, de prise de décisions collectives, les partis deviennent de plus en plus des lieux de faire-valoir et de décisions imposées, peu délibérées. Or certaines méthodes de « l'ancien monde » pourraient être utiles, telles l'écoute, le débat, la délibération, l'adhésion et, en conséquence, l'acceptation d'une stratégie.

Car, pour que la confiance soit rétablie entre les citoyens et les institutions, il est nécessaire qu'elle le soit d'abord entre ces citoyens et les partis. Pour l'heure, cela paraît mal parti.